

## À UN AN DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

## La Tunisie bouge

*Depuis le 5 janvier, le bassin minier de Gafsa est le théâtre d'une véritable émeute citoyenne et sociale. Des dizaines de milliers de travailleurs, de jeunes diplômés et non diplômés, de femmes veuves de mineurs manifestent depuis le mois de janvier sans interruption pour une revalorisation des salaires des mineurs, du travail pour les chômeurs, notamment les jeunes diplômés, l'éducation et l'amélioration des conditions de vie (pollution des eaux, électrification, routes...).*

**De Tunis,  
Hassane Zerrouky**

Et ce, malgré un déploiement sans précédent des forces de police et des arrestations par centaines de jeunes et de syndicalistes.

Selon le journal arabophone *Al Badil*, organe en ligne du PCOT (Parti communiste ouvrier de Tunisie), des familles des villes de Redeyef, Métaoui, Oum-El-Arayess, Gafsa où se sont déroulés ces événements, ont fuit la répression « vers l'Algérie et se trouvent dans le dénuement le plus total ».

Événement inédit en Tunisie : à la suite de manifestations de centaines de femmes et de parents de détenus dans cette région, le gouvernement a été contraint de faire marche arrière et de libérer les détenus.

Certains syndicalistes, battus, à leur tête Adnane Hajji, sont sortis de prison, dans un piteux état, mais accueillis comme des héros par les populations de la région. Sur ces événements, le régime tunisien a imposé un black-out total. La presse aux ordres n'en a pas parlé. Seul l'hebdomadaire arabophone *Al Mawkiif*, organe du Parti progressiste

démocratique (P-DP), dirigé par M<sup>me</sup> Maya Jbiri et Al Mouatinoune, organe du Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL) ont osé informer de la situation. De plus, Al Mawkiif a fait l'objet, sans la moindre explication, de quatre saisies. Bien qu'imprimé, il est de plus interdit de distribution, contraignant ses journalistes et salariés à une vente militante en pleine avenue Bourguiba, et ce, le jour même de la visite d'Etat de Nicolas Sarkozy.

Et bien que ce soit un parti légal, en conformité avec la loi, le P-DP est l'objet d'une nouvelle cabale politico-policrière : en plus de la fermeture des sièges de plusieurs de ses fédérations régionales, les autorités cherchent à le contraindre au silence. En effet, le contrat de location du siège du parti à Tunis est l'objet d'une annulation par le propriétaire des lieux ! Ajoutons que la Tunisie a aussi ses « harraga » : 27 jeunes ont péri récemment, noyés, au large des côtes tunisiennes !

En plus de ces faits, pas un jour ne passe sans que les militants des droits de l'Homme et démocrates soient harcelés, provoqués par des « voyous », molestés



Photo : Samir Sid

en pleine rue ou tout simplement interdits de travailler. L'avocate Radhia Nasraoui, qui défend les démocrates et journalistes comme Slim Boudkhir, correspondant du journal londonien *Al Quds al-Arabi*, condamné à un an de prison ferme en décembre 2007, en sait quelque chose. Sa voiture, une vieille Golf, est dans un triste état : rétroviseurs cassés, y compris celui de l'intérieur, afin, lui a expliqué un policier, qu'elle ne puisse voir « qui la suit »... Son domicile est sous surveillance permanente. Qui plus est, elle est accusée par la presse aux ordres de travailler pour son mari, le militant de gauche, Hama Hammami, qualifié pour l'occasion de... proxénète ! Or, il se trouve que ce dernier, viré de la fonction

publique en raison de ses activités militantes, se voit non seulement refuser du travail, mais est en plus l'objet d'une interdiction de fait de sortie du territoire tunisien : les autorités, sous divers prétextes, refusent de lui renouveler son passeport. Tewfik Ben Brik subit de nouveau des tracasseries policières. Sihem Besdrinne, la militante féministe, et d'autres militantes femmes, sont régulièrement insultées dans la presse aux ordres. Elles sont traitées d'homosexuelles, voire de prostituées... Se greffe à cette situation, l'interdiction de tenue du congrès de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH).

De telles méthodes n'ont guère découragé le combat des démocrates. Ils multiplient les initiatives et alertent une opinion lassée

par des méthodes d'un autre temps. L'université a connu des mouvements sociaux. Même au sein du parti au pouvoir, le RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), des voix commencent à s'élever prônant une ouverture politique.

«Aujourd'hui, la peur a reculé. Les Tunisiens ne demandent pas la lune, explique Hama Hammami, mais une juste répartition des fruits de la croissance, des emplois et des salaires décents». Car en dépit d'un taux de chômage élevé (14,5%), la Tunisie connaît une croissance soutenue de l'ordre de 5% par an mais qui ne profite pas à tous. Le revenu moyen par habitant (2100 euros) a augmenté mais la pauvreté a progressé. «Ce pays, visité par 7 millions de touristes

par an, a pourtant des atouts : un peuple éduqué, des diplômés de haut niveau, un statut de la femme sans équivalent dans le monde arabe et musulman, des infrastructures développées... De ce fait, le développement économique doit aller de pair avec la démocratie et la liberté d'expression, et non l'inverse», explique un membre du PDP.

C'est pourtant dans ce pays que s'est rendu en visite d'Etat Nicolas Sarkozy pour affirmer que «l'espace des libertés progresse», allant jusqu'à affirmer que la presse est «bien sévère» avec le régime de Ben Ali. «La Tunisie, a-t-il asséné, n'est pas la Corée du Nord».

Un discours qui n'a pas surpris les militants avertis. «Aux yeux du président français, la vente de 15 Airbus, de l'énergie nucléaire et autres contrats conclus comptent assurément plus que la défense des droits de l'Homme», assure une responsable de l'Association des femmes démocrates tunisiennes.

«Cette fermeture des espaces d'expression fait le jeu du salafisme», tonne Hama Hammami qui ajoute : «Chômage et pauvreté aidant, faute de perspectives, fermeture des Maisons de la culture et absence de libertés, font que de plus en plus de jeunes se réfugient dans le salafisme diffusé par les télé du Golfe». En effet, le hijab et le kamis progressent dans les quartiers populaires...

H. Z.

## Engouement grandissant pour le Réseau des Algériens et Franco-Algériens de France

**Promesse tenue. La quatrième rencontre des Algériens et Franco-Algériens de France organisés en réseau a fait le plein dans la grande salle qui réunissait ses membres mardi 6 mai à Paris, où il a même été difficile à tous les participants de trouver un siège.**

**De notre Bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed**

Mais au-delà du nombre, le pari a surtout été tenu quant aux objectifs de ce réseau, animé à sa création par un petit groupe constitué essentiellement par Chafia Mentalecheta, Akli Mellouli, Rafik Hassani, Nadia Benacer... et quelques autres, et qui a su, en l'espace de quelques mois, convaincre à titre personnel ou associatif à venir les rejoindre.

À la suite de l'appel, lancé en février dernier, aux volontaires pour constituer des groupes de travail sur un certain nombre de thèmes, à la rencontre de ce mardi, c'est tout un comité pilote de projets qui est venu exposer, et c'est en cela que réside l'avancée de grands projets, déjà en cours de préparation. Tour à tour, ceux qui ont pris en charge le programme

du réseau ont exposé leurs projets. Nadir Saïfi membre de plusieurs associations (frère de l'ancienne ministre et actuelle parlementaire européenne Tokia Saïfi), a présenté le contour d'un «Grenelle de la diversité». Ce méga-projet, à l'image de celui de l'environnement, pourrait se tenir en 2009. Au stade actuel, le contenu des assises qui auront à aborder tous les volets liés à la diversité — emploi, formation, culture... — est à l'approfondissement. «Avec le Grenelle de la diversité, les autorités seront dans l'obligation de négocier avec nous», a conclu Saïfi.

Autre projet, non moins important, consiste en l'organisation, en juin 2009, d'un forum sur le codéveloppement qui devra se dérouler sur une semaine en juin 2009. Lynda Khellal, qui

pilote et doit mener à terme le projet, en a présenté les grandes lignes. Sur une semaine et sur un immense espace, la manifestation fera découvrir, sur de nombreux stands, la véritable image du pays d'origine, l'Algérie, au plan régional, artisanal, artistique... Une grande partie de l'exposition sera consacrée à l'histoire des Algériens en France ; la vie des anciens et les bidonvilles de l'enfer, les foyers Sonacotra, la lutte des Algériens pour leur indépendance... L'ensemble sera naturellement illustré au moyen de nombreux supports, dont des photos, des films, des articles de presse, des conférences... Sur les mêmes lieux et au même moment, se tiendra le Forum des entreprises créées par les Algériens.

Enfin, une scène culturelle offrira des représentations théâtrales, des shows de comiques algériens... Ce sera là le moyen de mettre en lumière la création algérienne ou d'origine algérienne.

En termes d'études initiées, Hacène Zahraoui, historien et

chercheur au CNRS, travaille à une étude sur l'immigration, vue sous tous les angles et qui permettra de se réapproprier l'écriture de la mémoire et marquer fortement le centenaire de l'immigration.

Le projet, mené par Nadia Benacer, consistant en l'organisation d'une journée de coaching en faveur des jeunes diplômés ou non en difficulté d'insertion professionnelle, avance très correctement et devrait aboutir en juin prochain. L'animatrice de ce projet a informé qu'un grand nombre d'entreprises ont donné leur accord pour s'y associer.

Enfin, dès octobre prochain, pour rendre plus visible que par le passé la commémoration par les Algériens des massacres du 17 Octobre, toute la communauté sera appelée à porter un brassard noir, pour que «nul n'oublie» et que les crimes commis «soient enfin reconnus».

Les organisateurs de la 4<sup>e</sup> rencontre de mardi ont eu l'excellente initiative de donner la parole aux responsables

d'associations qui ont souhaité intervenir pour lancer des messages aux participants ou simplement parler de leur mouvement. Ainsi sont successivement intervenus, Farid Yaker de Solimed ; le responsable d'une association du 8 Mai 1945 ; les responsables de «Chorba pour tous».

Des hommages ont été enfin rendus à Aimé Césaire, à Germaine Tillion et à Lakhdar Smadhi, décédé ces dernières semaines et qui a animé depuis sa création l'association «Chorba pour tous». En peu de temps, les rencontres du réseau des Algériens et Franco-Algériens de France sont devenues très attendues par de plus en plus d'Algériens ; des occasions uniques données à des expressions diverses pour «rompre le silence» et participer à la création de cette synergie tant attendue pour la promotion de la communauté algérienne ou franco-algérienne en France.

K. B.-A.